

« L'enjeu communautaire ne correspond plus aux priorités actuelles »

UNIVERSITÉ Des projets sont freinés par le changement de majorité, selon Yvon Englert

► Première année de mandat pour le recteur Englert à l'ULB.
► Et premier bilan entre crise politique actuelle et réalité politique fédérale.

ENTRETIEN

Il a ouvert sa première année de mandat avec l'annonce de la fusion entre l'UCL et Saint-Louis. Il la réforme avec un changement probable de majorité à la tête de son autorité de tutelle (la Fédération Wallonie-Bruxelles). On a connu début de mission rectorale moins mouvementé que cela... N'empêche, à l'heure de tirer un premier bilan, le recteur de l'ULB Yvon Englert aligne les projets engrangés. Et en analyse certains à l'aune du contexte politique.

Votre sentiment à l'heure de boucler cette première année de rectorat ?

Je suis tiraillé entre d'une part un bilan très encourageant et la tornade institutionnelle actuelle qui impacte inévitablement notre activité. Outre des dossiers en lien avec la cité des projets propres à l'ensemble de

l'enseignement supérieur se trouvent freinés aujourd'hui :

la formation initiale des enseignants, celle des kinésithérapeutes ou le refinancement des charges liées au décret Paysage. Au-delà de l'incertitude dans laquelle nous sommes plongés, j'observe une évolution dont je sens qu'elle dépasse très largement la question des affaires et de la moralisation de la vie politique. Ce n'est pas par hasard que les crises arrivent maintenant plutôt qu'il y a 3 ans ou dans 3 ans. J'espère qu'on en sortira par le haut...

Ce qui veut dire ?

Il est très important pour nous de retrouver très vite des interlocuteurs car l'immobilisme est une vraie difficulté. Comme

université bruxelloise, nous sommes évidemment en relation avec ceux qui sont en charge de la vie collective de la cité avec laquelle on interagit. Par ailleurs, une de mes priorités c'est le refinancement de l'enseignement universitaire et du FNRS. Donc en sortir par le haut, c'est prendre ce genre de décisions rapidement. C'est aussi avancer très vite sur la formation initiale des ensei-

gnants qui est programmée pour la rentrée 2019, qui doit donc être prête pour la fin 2018. Et c'est compter sans l'urgence de mettre en place tous les projets à financement européen.

En tête de votre bilan il y a les relations avec la VUB, vous réinventez les liens belgo-belges ?

On sent effectivement des deux côtés un enthousiasme, des réalisations, des projets... Ce rapprochement démontre que la question linguistique est en train d'être dépassée. On aurait eu beaucoup plus de difficultés à faire cela il y a 15 ans. Et mes collègues de la VUB disent la même chose. Pour le monde universitaire, l'enjeu aujourd'hui c'est l'ouverture à l'international. Il y a 10 ans, notre préoccupation et celle des néerlandophones était d'exister dans le paysage communautaire et national. Les vrais enjeux pour nous ne sont plus cette structuration d'identité, ce sont ceux de l'internationalisation du savoir, de la compétition internationale, de l'ouverture sur le monde.

Ce qui se traduit comment avec la VUB ?

Par une mission commune en

Chine, par l'organisation de masters identiques pour nos ingénieurs, par le dossier d'aménagement des Casernes à Bruxelles, par un label de recherche, un learning innovative center commun construit sur la frontière entre nos deux campus, etc.

Un message au politique ?

Aidez-nous à développer des structures qui dépassent les barrières communautaires, cet enjeu ne correspond plus aux priorités actuelles.

Quand on voit la surenchère flamande sur ce terrain, les universités sont-elles hors de la réalité politique ?

Non, c'est l'inverse... La réalité politique est peut-être parfois dépassée par la réalité du monde actuel. Même si, soyons de bon compte, nous ne pouvons pas réduire la question du nationalisme politique à l'enseignement supérieur, les enjeux pour les universités sont d'abord l'extraordinaire universalisation de la connaissance et la compétition internationale. ■

Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF

EN BREF

Emploi

« 88 % des étudiants sortis en 2015 ont décroché un emploi qui les satisfait : la moitié gagne entre 1.500 et 2.000 euros net. Près des deux tiers sont en CDI. Cela corrobore l'idée que la formation supérieure amène moins de chômeurs, des emplois plus robustes avec des salaires plus élevés que la moyenne. »

UCL

« Je n'ai aucun regret, j'ai fait ce que je devais faire pour mon institution et ce à quoi je crois pour l'enseignement supérieur : l'avenir est à la coopération sur base géographique. Avec l'ULg et l'Umons, nous n'avons pas fait un front laïque mais revendiquons des partenariats de proximité. Je précise ceci : je suis tout sauf un bouffeur de curé ».

E.B.